

Un projet utopique : se réapproprier notre santé ?

L'association LocoBio est née d'un constat : la modernité que l'on nous présente comme telle est pleinement aliénante pour les personnes et les collectivités. En clair, on ne s'appartient plus. Le système économique dans lequel nous sommes « naturellement » insérés, dès le berceau et jusqu'à la tombe, produit des individus dépendants. Au passage, c'est effrayant de dresser ce constat et de songer que le libéralisme – paradoxalement au nom des droits et libertés – a été et demeure un vecteur puissant de développement de cette dépendance. Dépendance à tout, à la consommation en général et à celle de médicaments en particulier ...

Face à cette addiction, que proposer ? Le paradigme de l'autonomie, c'est-à-dire de la reprise en main dès que c'est possible, dans tous les domaines où cela est possible. A LocoBio, nous soutenons dans cette perspective le développement massif des circuits courts dans nos pratiques économiques quotidiennes. (Et n'oublions pas que c'est "la petite" économie qui fait la « grande » économie : en re-clair, que seraient les multinationales sans nous ? Nous sommes les premiers acteurs économiques d'une chaîne compliquée à souhait). Ainsi, nous sommes en faveur des AMAP (Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne) et plus généralement pour la relocalisation des industries et des services. Et tiens, tiens... quand on parle de « services », de quoi s'agit-il concrètement ? Eh bien de la santé qui est un bon exemple et un sacré cheval de bataille. On nous rabat les oreilles avec la crise de notre système de santé : plus de sous dans le public, alors vous comprenez, la seule solution, c'est l'essor du secteur privé. C'est sûr, c'est logique, c'est même économiquement imparable, mais les principes de notre République (après « Liberté », y'a quand même « Egalité » et « Fraternité » et y'a des gens qui se sont battus pour ça !), qu'est-ce qu'on en fait ? Et puis alors, cela signifie que l'on ne remet pas du tout en cause l'origine du problème, à savoir notre attitude de consommateurs face au système de santé. Avec ce que cela implique aussi, au passage, comme effets néfastes pour la nature. Un article de Novethic.fr paru cette semaine évoque le sujet tabou, faute de moyens mis dans des analyses toxicologiques, des pollutions environnementales liées aux rejets de médicaments dans les rivières (1).

Circuit-court + santé = coopérative de santé. Voilà une pratique innovante dont nous pourrions nous inspirer. Qu'est-ce que c'est, parce que nous, on est davantage habitué aux coopératives où on amène notre raisin pour fabriquer notre propre pinard ? En fait, c'est un groupe de citoyens ou de médecins qui s'associe pour devenir propriétaire d'une clinique et offrir des soins et des conseils à ses membres. Phénomène quasi inconnu en France, ces organismes existent pourtant en Inde, au Brésil et même au Japon et en Amérique du Nord. Tant qu'à imiter les Etats-Unis, autant prendre

aussi le bon ! L'idée, c'est de conserver des services de proximité en s'appuyant sur les besoins de la population. Des personnes à soigner, il y en a et il y en aura malheureusement toujours, voilà qui peut être un point positif pour attirer des médecins et sécuriser leurs revenus (ce qui est aussi > légitime). Donc, à un moment donné et comme le détaille très bien le livre d'un spécialiste sur le sujet (2), on en a assez des solutions toutes faites et on se met au travail ensemble, pour notre santé. Comme à Gatineau au Québec (3) où deux médecins ont mobilisé la population pour éviter la fermeture de leur centre médical et donc la perte de services indispensables. La population s'est tellement bien mobilisée que la coopérative est née et qu'elle est devenue propriétaire voici quatre ans de la clinique privée qui n'avait pas fonctionné. En fait, il faut déboursier environ 35 euros pour devenir membre ; les médecins, les travailleurs et les utilisateurs siègent à part égale au conseil d'administration et disposant d'un vote chacun. Les praticiens sont ainsi libérés des tâches administratives tandis que le fonds constitué par les cotisations sert à développer des actions de prévention. Parmi celles-ci, on notera ce qui relève du bon sens : des cours de santé alimentaire car c'est quand même bien un des nœuds de la question. Mon attention a aussi été attirée par la prévention pour les chutes des personnes âgées grâce à un programme d'éducation physique et de conseils afin d'adapter leur domicile. Je pourrais aussi citer les programmes en direction de populations plus vulnérables, aux revenus modestes et parfois immigrées, auprès desquelles un travail de sensibilisation à la sur-consommation de médicaments n'est pas inutile : l'auto-médication n'est pas qu'un truc de bobo et apprendre à soigner un mal de ventre, un rhume, à bien se nourrir aussi, profiterait à tous !

>

> Donc voilà, il existe une solution pour se réapproprier ce qui, au passage, est le plus précieux : notre santé. Comme d'habitude, je jette en pâture cette idée. Qui veut la reprend et rien n'exclut d'envisager une mobilisation sur ce sujet !

>

> A vos radis et carottes (pour l'esprit alerte et néanmoins > l'amabilité), bonne fin de semaine !

>

> Yolaine de LocoBio, 9 mai 2008

>

>

> (1)<http://www.novethic.fr/novethic/site/article>

> (2) Jean-Pierre Girard, Notre système de santé autrement, 2006.

> (3) <http://coopsa.org/>